

CONSTAT AMIANTE « avant travaux »

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux et HAP des enrobés bitumineux

Rapport : SGA QUARTIER DAMIEN BOITEUX 64230 SAUVAGNON

Date d'intervention : 10 décembre 2015

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage. Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis Article R.1334.19, R.1334.22, R.1334.27 du code de la Santé Publique Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique Décret n°2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n°96-97 du 7 février 1996 Décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis: articles 10-4 et 10-6 Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
Norme(s) utilisée(s)	<ul style="list-style-type: none"> Norme NF X 46-020 de décembre 2008 : « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis » et son guide d'application GA X 46-034

Immeuble bâti visité

Adresse

QUARTIER DAMIEN BOITEUX
64230 SAUVAGNON



Fonction principale
du bâtiment

Autres

Descriptif

ROUTE D ACCES

Complémentaire

Conclusion

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été révélé une teneur inférieure de 50 mg/kg permettant un recyclage à froid des revêtements bitumineux

Investigations complémentaires restant à mener pour les locaux ou parties de composants non visités afin de statuer sur la présence ou d'amiante :

Etage	Locaux	Locaux non visités	Raisons et investigations complémentaires à réaliser
-------	--------	--------------------	--

Locaux non visités		
Etage	Locaux	Raisons et investigations complémentaires à réaliser
SANS OBJET		

Éléments ou parties de composants				
Local	Partie de local	Composant	Partie de composant	Raisons et investigations complémentaires à réaliser
SANS OBJET				

Constatations diverses

NEANT

Le propriétaire

SGA QUARTIER DAMIEN BOITEUX

Adresse :
QUARTIER DAMIEN BOITEUX
64230 SAUVAGNON

Le donneur d'ordre

Qualité : Propriétaire
Nom : SGA QUARTIER DAMIEN BOITEUX
Téléphone : 05 40 03 74 10
Fax :
Email : david.duchossoy@intradef.gouv.fr
Date du contrat de mission de repérage ou de l'ordre de mission 07 décembre 2015

Adresse :
QUARTIER DAMIEN BOITEUX
64230 SAUVAGNON

Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage

Entreprise de diagnostic **Maison du Diag Pau** Tél : 05 59 80 26 10
20 RUE DE LIEGE Fax : 05 62 37 23 54
PLACE VERDUN Email :
64000 PAU contact@maisondudiag.fr
N° SIRET 75330939200011
Assurance Responsabilité Civile Professionnelle ALLIANZ Police n° 55495334 (09/09/2016)
Nom et prénom de l'opérateur Raphaël VILAIN
Accompagnateur

Organisme certificateur

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
Nom de l'organisme ABCIDIA Certification
Adresse 4 Route de la NOUE 91190 GIF SUR YVETTE
N° de certification 10-47
Date d'échéance 08/11/2020

Le(s) signataire(s)

Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport

NOM	Prénom	Fonction



Le rapport de repérage

Périmètre du repérage : Avant Travaux

Date d'émission du rapport de repérage : 10 décembre 2015

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses



Sommaire du rapport

REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	1
IMMEUBLE BATI VISITE.....	1
CONCLUSION.....	1
LE PROPRIETAIRE	2
LE DONNEUR D'ORDRE	2
OPERATEUR(S) DE REPERAGE AYANT PARTICIPE AU REPERAGE.....	2
LE(S) SIGNATAIRE(S)	2
LE RAPPORT DE REPERAGE	3
LES CONCLUSIONS	5
LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES.....	6
LA MISSION DE REPERAGE	8
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	9
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	10
SIGNATURES	14
ANNEXES	15

Nombre de pages de rapport : 10 page(s)

Nombre de pages d'annexes : 5 page(s)



Les conclusions

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Liste des éléments ne contenant pas d'amiante après analyse

Matériaux et produits	Localisation	Numéro de prélèvement	Numéro d'analyse	Photo
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 1		
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 2		
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 3		

Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits	Localisation	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation (2)	Sur avis de l'opérateur	Après analyse
SANS OBJET				

Matériaux et produits susceptibles de contenir l'amiante

Matériaux et produits	Localisation	Raison de l'impossibilité de conclure
SANS OBJET		

Liste des locaux et éléments non visités

Concerne les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante.

Locaux non visités

Étage	Locaux	Raisons et investigations complémentaires à réaliser
SANS OBJET		

Éléments non visités

Local	Partie de local	Composant	Partie de composant	Raisons et investigations complémentaires à réaliser
SANS OBJET				

Réserves et/ou investigations complémentaires demandées

Sans objet



Le(s) laboratoire(s) d'analyses

EURO-SERVICES-LABO

Tél. : 01 43 90 18 80

Fax : 01 43 90 18 88

*Votre partenaire
environnement*Dossier SGA Sauvagnon

Prélèvements du 10/12/15

Propriétaire : SGA

Site : Quartier Damien Boiteux

64230 SAUVAGNON

MAISON DU DIAG

4, rue d'Isaly

65420 IBOS

Date du rapport : 27/01/16

RAPPORT D'ESSAI N° R 00050816

A l'attention de JAMBU Mathieu

Ivry-Sur-Seine, le 27/01/2016

Affaire N° A 0005716

Page 1/1

Échantillon(s) Date de réception : 04/01/16
 Analyste : Ala CURARARU
 Méthode(s) d'analyse : En adapt. NF X43-050

Date de fin d'analyse : 07/01/16

**Objet du rapport : Recherche d'amiante dans les matériaux par
Microscopie Electronique à Transmission (MET)**

N° éch. Labo / Client	Identification client	Description de l'échantillon			Nb de prépa.	Résultat	Type de fibre
		Matériau	Aspect	Couleur			
E 000474140 PV1	Enrobé noir Sol - Extérieur	Matériau	Dur/Effrable	Noir	1	Non Détecté	---
E 00047516 PV2	Enrobé noir Sol - Extérieur	Matériau	Dur/Effrable	Noir	1	Non Détecté	---
E 00047616 PV3	Enrobé noir - Sol Sol - Extérieur	Matériau	Dur/Effrable	Noir	1	Non Détecté	---

(1) Selon le Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux de novembre 2013, "le résultat « amiante détecté » est valide si la présence d'amiante est observée sur au moins deux des trois analyses."

[Signature]
Responsable technique
 Delphine LE DU
 En suppléance

[Signature]
Responsable qualité
 Arlette GUENFOUD
 En suppléance

Le présent rapport ne concerne que les échantillons cités ci-dessus et ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sa reproduction n'est alors autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.
 Seule l'édition originale du rapport portant les signatures des responsables technique et qualité engage la responsabilité du laboratoire.

Siège social : 122, rue Marcel Hartmann • ZI Léa-Park • Bât. A • 94200 IVRY-SUR-SEINE

www.euro-services-labo.com • e-mail : info@euro-services-labo.com

SA au capital de 127 400 € • RCS Créteil 419 284 328 • siret 419 284 328 00038 • TVA FR 64 419 284 328 • Code APE 7120 B

SGS

REFERENCES FOURNIES PAR LE CLIENT

Cde : A 00005716 Cp1
 Devis : DE15-2138
 Reçu, le 15/02/16 Prélevé le 10/12/15
 Demandeur: M. JAMBU
 ClientID: ECH N° 1 ENROBE SOL EXTERIEUR
 Description:
 Nature:
 Commentaires:

MAISON DU DIAG
 20, rue de Liège

64000 PAU
 FRANCE

EVRY, le 22 - févr. - 16

RAPPORT D'ESSAI
 EV16-03490.001

Page 1 sur 1

		Commencé	Résultats	Unités	Min / Max
MATIERE SECHE ET TENEUR EN EAU	ISO 11468				
MATIERE SECHE(**)		17/02/2016	100,0	% (m/m)	
TENEUR EN EAU(**)		17/02/2016	<0,1	% (m/m)	
HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) - GOMES	EN 15527				
ACENAPHTHENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
ACENAPHTHYLENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
ANTHRACENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
BENZO(A)ANTHRACENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
DEBENZO(A,H)ANTHRACENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
BENZO(A)PYRENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
BENZO(B)FLUORANTHENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
BENZO(G,H,I)PERYLENE(**)		17/02/2016	0,15	mg/kg	
BENZO(K)FLUORANTHENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
CHRYSENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
FLUORANTHENE(**)		17/02/2016	0,11	mg/kg	
FLUORENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
INDENO(1,2,3-C,D)PYRENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
NAPHTHALENE(**)		17/02/2016	<0,05	mg/kg	
PHENANTHRENE(**)		17/02/2016	0,13	mg/kg	
PYRENE(**)		17/02/2016	0,26	mg/kg	
SOMME MINIMUM DES HAP ANALYSES		22/02/2016	0,65	mg/kg	
SOMME MAXIMUM DES HAP ANALYSES		22/02/2016	1,25	mg/kg	



THIBAUT ROBIN
 INGENIEUR MATRICIEL

Les paramètres avec deux astérisques sont réalisés suivant EN ISO 17025 sous accréditation DAkkS (reconnue équivalente par tous les accréditeurs signataires du MLA d'EA) par un autre laboratoire du groupe SGS.

Le présent rapport ne concerne que le produit soumis à l'analyse.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s).

Le présent rapport est émis par la Société conformément à ses conditions Générales de Services (copie disponible sur demande).

SGS MULTILAB ZI Saint Guénault 7 rue Jean Mermoz Courcouronnes 91031 Evry Cedex t +33 (0)1 69 36 51 80 f +33 (0)1 69 36 51 86 www.sgs.com

Membre du groupe SGS (SAS SA)
 (SAS)

La mission de repérage

L'objet de la mission

Ce rapport de repérage amiante a pour objet de définir un état mentionnant la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante au niveau des différents composants de la construction (Liste C de l'annexe 13.9 du Code la Santé Publique) concernés dans le cadre de la démolition.

Objectif :

Il s'agit d'assurer la protection des salariés qui vont effectuer la démolition et de l'environnement du bâtiment qui va être détruit. Lors de démolition totale d'immeubles, l'ensemble des matériaux est sollicité. Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés dans la liste C de l'annexe 13.9 du Code la santé publique. Ces matériaux et produits étant susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien ou de maintenance. Il concerne également des matériaux auxquels on ne peut accéder que par travaux destructifs.

Les résultats du repérage doivent être transmis à toute personne appelée à concevoir ou à réaliser les travaux, à qui incombent, en application du code du travail, l'organisation et la mise en œuvre des normes de protection requises.

Ainsi, sauf impossibilité technique, il doit être procédé, avant la démolition, à un retrait des matériaux contenant de l'amiante.

Clause de validité

Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société Maison du Diag Pau.

Le cadre de la mission

Champ d'application :

Tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, maisons individuelles comprises, doivent faire l'objet d'un repérage spécifique avant démolition

Le cadre réglementaire de la mission

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 du Code de la santé publique modifié (Liste C) et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

Annexe 13.9 du Code de la santé publique

Liste C mentionnée à l'article R1334-22

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1 - Toiture et étanchéité	
Plaques ondulées.	Plaques en fibres-ciment
Ardoises.	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment
Eléments ponctuels.	Conduits de cheminée, conduits de ventilation...
Revêtements bitumineux d'étanchéité.	Bardeaux d'asphalte ou bitume (« shingle »), pare-vapeur, revêtements et colles.
Accessoires de toitures	Rivets, faitages, closoirs...
2 – Façades	
Panneaux-sandwichs	Plaques, joints d'assemblage, tresses....
Bardages.	Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage.
Appuis de fenêtres	Eléments en fibres-ciment.
3 - Parois verticales intérieures et enduits	
Murs et cloisons	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation.
Poteaux (périphériques et intérieurs).	Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre),
Cloisons légères ou préfabriquées	Peintures intumescents, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment.
Gaines et coffres verticaux.	Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux.
Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	Vantaux et joints.
4 – Plafonds et faux plafonds	
Plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite).
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures).	Flocages, enduits projetés, peintures intumescents.
Interfaces entre structures	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation.
Gaines et coffres horizontaux.	Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux.
Faux plafonds.	Panneaux et plaques.
5 - Revêtements de sol et de murs	



Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations.
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
6. Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment.
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/volets coupe-feu	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
7 - Ascenseurs et monte-charge	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie, machinerie.	Flocage, bourre, mur/plancher, joint mousse.
8 - Equipements divers	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
9 - Installations industrielles	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.
10 - Coffrages perdus	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Eléments en fibres-ciment.

Le périmètre de repérage effectif (Avant Travaux)

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Bâtiment – Etage	Locaux
(Extérieur)	route

Conditions de réalisation du repérage

Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés Sans objet
Documents remis : Sans objet

Date(s) de visite des locaux

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 10 décembre 2015
Nom de l'opérateur : Raphaël VILAIN

Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision décembre 2008.

Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention



Résultats détaillés du repérage

Synthèse des résultats du repérage

Composants de la construction	Partie du composant vérifié ou sondé	Localisation	Photos n°	Prélèvements Echantillons n°	Analyses n°	Présence d'amiante (*)	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation (2)	Mesures d'ordre général préconisées	Analyse ou éléments de décision de l'opérateur en absence d'analyse
enrobé	Autres matériaux Enrobé	-Extérieur-route		OUI PV 1		NON			Résultat d'analyse de matériau ou produit
enrobé	Autres matériaux Enrobé	-Extérieur-route		OUI PV 2		NON			Résultat d'analyse de matériau ou produit
enrobé	Autres matériaux Enrobé	-Extérieur-route		OUI PV 3		NON			Résultat d'analyse de matériau ou produit

(*) S : attente du résultat du laboratoire ou susceptible

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante

SANS OBJET

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire

Matériaux et produits	Localisation	Numéro de prélèvement	Numéro d'analyse	Etat de conservation (2)
SANS OBJET				

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante sur jugement personnel de l'opérateur

Matériau ou produit	Localisation	Résultat de l'évaluation de l'état de conservation (2)	Analyse ou éléments de décision de l'opérateur en absence d'analyse	Mesures d'ordre général préconisées
SANS OBJET				

Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse en laboratoire

Matériaux et produits	Localisation	Numéro de prélèvement	Numéro d'analyse	Photo
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 1		
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 2		
Autres matériaux (Enrobé)	-Extérieur-route (enrobé)	PV 3		

Devoir de conseil

Sans objet

(2) Pour les flocages, calorifugeages, faux plafonds :

Article R1334-20 du code de la santé publique : En fonction du résultat de l'évaluation de l'état de conservation, les propriétaires procèdent :

N=1 - Contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits dans les conditions prévues à l'article R. 1334-27 ; ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage ; La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

N=2 - Dans un délai de 3 mois après remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation et selon les modalités prévues à l'article R. 1334-25, à une surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission

N=3 - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 du code de la santé publique : Mesures d'empoussièrement

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de



l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage

Si le niveau d'empoussièrement en application de l'article R1334-27 est supérieur à 5 fibres par litre, les propriétaires procèdent à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29. Les travaux doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle leur sont remis les résultats du contrôle.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Pour les produits et matériaux de la liste B

Ces recommandations consistent en :

1. Soit une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Soit une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;

b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;

c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

3. Soit une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.



Mode Opérateur - Analyses des HAP sur les enrobés Prélèvement par carottage

1 - Le conditionnement des carottes

Le diamètre des carottes doit être compris entre 40 et 50 mm.

L'épaisseur des carottes correspond à la profondeur de démolition ou de rabotage préconisée sur le chantier augmentée de la couche inférieure suivante.

Un PV d'analyse amiante indiquant « amiante non détecté » sera remis au laboratoire avant son intervention.

Note : Le matériau à analyser doit être exempt d'amiante.

2 - Recherche de HAP en laboratoire d'analyse

2.1 Accréditation du laboratoire d'analyse

Ce dernier doit être accrédité suivant le référentiel de la norme EN 15527.

2.2 Protocole de préparation d'échantillons

Il est procédé au broyage de l'ensemble du prélèvement à 4 mm au maximum. Un échantillon de 10g minimum est extrait du broyage.

L'analyse de l'extrait est réalisée suivant la norme EN 15527 (HAP dans les déchets par Chromatographie en phase gazeuse et par spectrométrie de masse).

Le client se réserve la possibilité de procéder à un audit dans le laboratoire concerné.

TEXTES REGLEMENTAIRES :

Code du Travail

Voir Article R. 4412-97

« Dans le cadre de l'évaluation des risques, prévue aux articles L. 4121-3 et L. 4531-1, le donneur d'ordre joint les dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation aux documents de consultation des entreprises.

Pour les opérations ne relevant pas des articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation, le donneur d'ordre joint aux documents de consultation des entreprises tout document équivalent permettant le repérage des matériaux contenant de l'amiante, y compris ceux relevant de ses obligations au titre de l'article L. 541-1 du code de l'environnement. »

Code des Marchés Publics :

Article 5 I

« I. - La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant tout appel à la concurrence ou toute négociation non précédée d'un appel à la concurrence en prenant en compte des objectifs de développement durable ».

Article 36.1 du CCAG alinéa 4

"Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur".

GUIDE

Investigations préalables aux travaux de rabotage, démolition, recyclage et réutilisation d'enrobés bitumineux pour déterminer l'absence ou la présence d'amiante ou de HAP en forte teneur

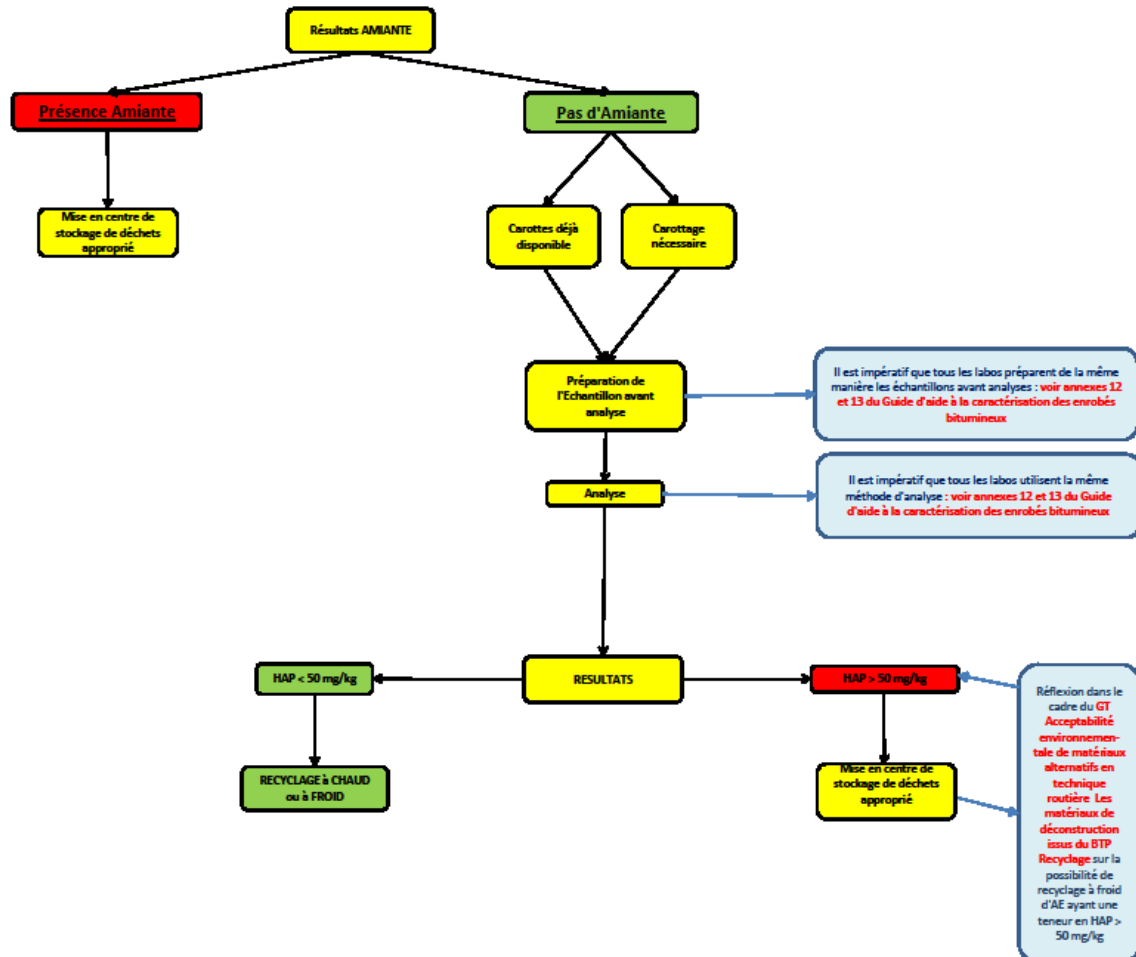
Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux

http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_identification_recyclage_enrobés_20_11_13.pdf



ANNEXE G-2 du GUIDE D'AIDE A LA CARACTERISATION DES ENROBES BITUMINEUX
LOGIGRAMME DE GESTION DE LA PROBLEMATIQUE HAP LORS DE TRAVAUX SUR ENROBES

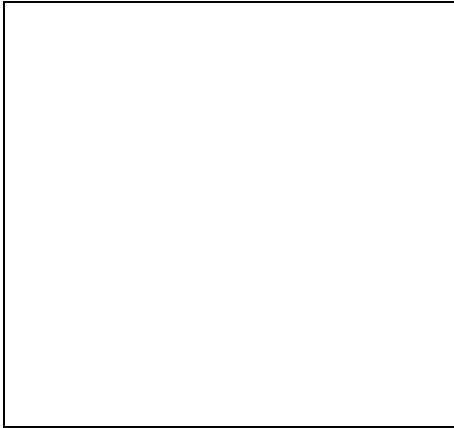
Légende : Responsabilités maître d'ouvrage Responsabilités Entreprise Doc support, travaux à réaliser ou décision à prendre (responsabilité précisée dans le logigramme)



Signatures

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : ABCIDIA Certification.
Adresse de l'organisme certificateur : 4 Route de la NOUE 91190 GIF SUR YVETTE

Cachet de l'entreprise



Fait à PAU
Le PAU, le 10 décembre 2015

Par Maison du Diag Pau
Nom et prénom de l'opérateur : Raphaël VILAIN

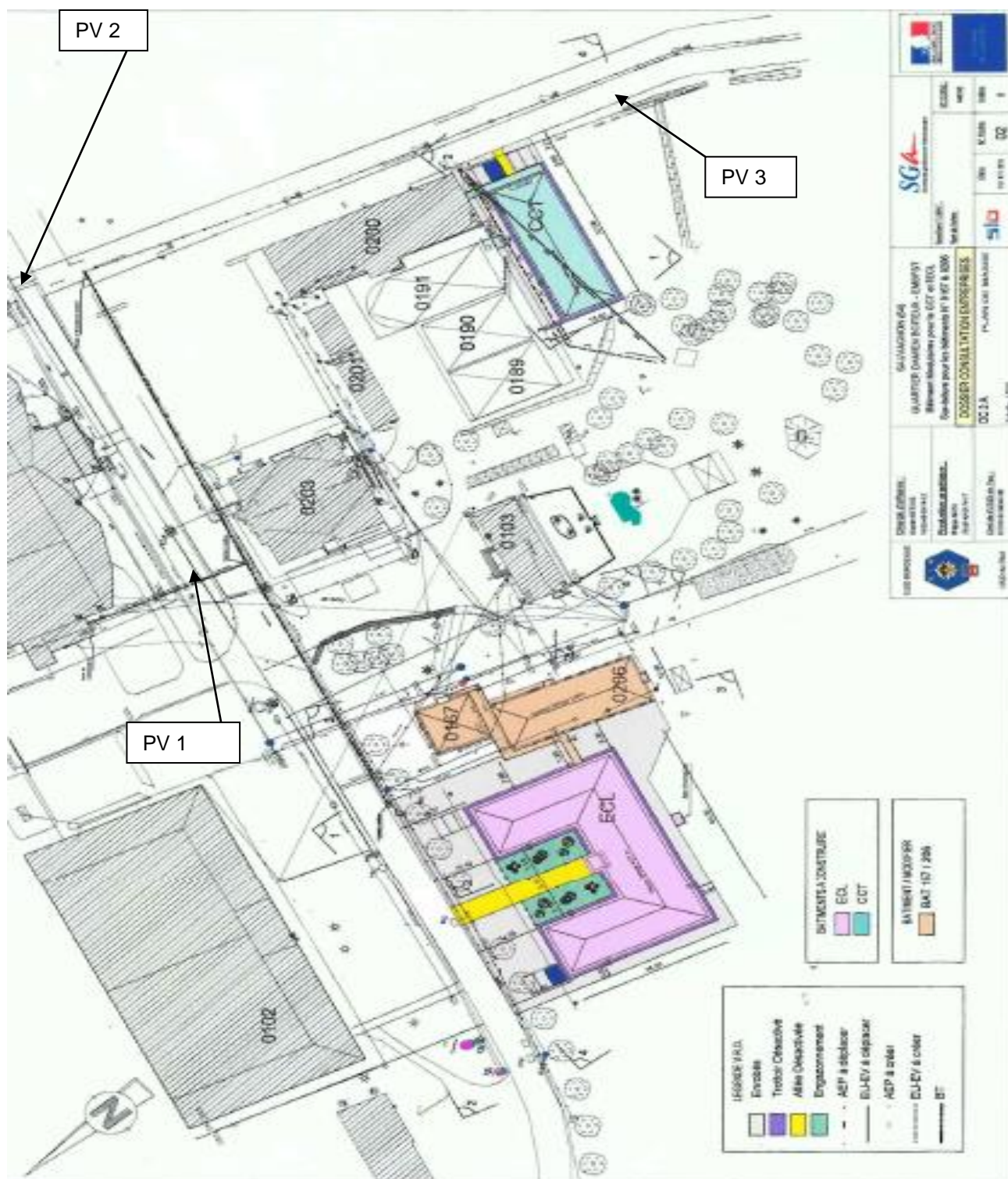
Signature de l'opérateur

La société Maison du Diag Pau atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoivent, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.



ANNEXES

Schéma de repérage



Album photos



PV 3



PV 1



PV 2



Attestation de compétence



opérateur de diagnostics immobiliers

La certification de compétence de personnes physiques
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

VILAIN Raphael
sous le numéro 10-47

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante <small>Arrêté du 21 novembre 2000 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâties et les critères d'accréditation des organismes de certification</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE individuel <small>Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020
<input checked="" type="checkbox"/>	Gaz <small>Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020
<input checked="" type="checkbox"/>	CREP <small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par l'arrêté du 7 décembre 2011</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020
<input checked="" type="checkbox"/>	Termites Zone d'intervention : France métropolitaine <small>Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020
<input checked="" type="checkbox"/>	Electricité <small>Arrêté du 6 juillet 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009</small>	Prise d'effet : 09/11/2015	Validité : 08/11/2020



Accréditation
015 45 55 55
Qualité Recours aux
Méthodes ABCIDIA



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91 193 GIF-SUR-YVETTE - 01 64 45 55 24
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

Attestation d'assurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

RESPONSABILITE CIVILE

Allianz IARD, dont le siège social est situé, 87 rue de Richelieu, 75002 Paris, certifie que :

MAISON DU DIAG
IBOS
65420 IBOS

est titulaire d'un contrat d'assurance Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le numéro 55495334 qui a pris effet le 10 septembre 2015.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance N° 2005-655 du 8 juin 2005 et son décret d'application N° 2006-1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R212-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières à savoir :

Diagnostic immobilier:

- Contrôle périodique amiante,
- Diagnostic amiante avant travaux / démolition,
- Diagnostic amiante avant-vente,
- Dossier Amiante Partie Privative,
- Exposition au plomb (CREP),
- Recherche de plomb avant travaux,
- Diagnostic de risque d'exposition au plomb dans les peintures
- Plomb dans l'eau,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic monoxyde de Carbone,
- Diagnostic termites,
- Etat parasitaire,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité,
- Risques naturels et technologiques,
- Loi Carrez,
- Loi Boutin,
- Etats des lieux,
- Diagnostic technique SRU,
- Diagnostic sécurité piscine,
- Diagnostic accessibilité handicapé.

Pour Allianz

Allianz IARD
Société Anonyme au capital de 391 987 230 euros
Entreprise régie par le Code des Assurances
Siège Social : 87 rue de Richelieu, 75002 Paris
TVA N° FR76 542 110 291
Adresse Postale
Allianz Opérations Entreprises Lyon
TSA11010
92087 La Défense Cedex



Ernest CLAVERAS

La présente attestation est valable, sous réserve du paiement des cotisations, du 10 septembre 2015 au 9 septembre 2016 à minuit.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions,...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etablie à Lyon, le 25 août 2015